

Cher-e-s camarades,

Mes premiers mots iront à l'ensemble des communistes pour les féliciter de la campagne que nous venons de réaliser dans l'ensemble des régions. Ce n'était pas une bataille facile. Une incroyable énergie militante a été déployée et c'est un gage de confiance pour l'avenir. Je voulais le souligner d'emblée.

Je voudrais également féliciter en votre nom à tous notre camarade Dominique Bucchini, élu jeudi à la présidence de l'Assemblée de Corse, et à travers lui tous les communistes de l'île, pour ce résultat magnifique, dont la portée est évidemment nationale. Je crois que nous pouvons l'applaudir. Je vous en remercie.

Le rapport abordera successivement trois questions :

- 1) Les résultats des élections régionales et la nouvelle situation politique qui en découle.
- 2) Les initiatives à prendre pour ouvrir, dans cette situation, une nouvelle phase de la mise en œuvre de nos choix de Congrès.
- 3) Le sens de notre congrès d'étape de juin 2010 et les conditions de sa préparation.

I. Les élections régionales et la situation politique qui en découle

1. Le contexte et les enjeux du scrutin régional

Depuis l'été 2008, la situation économique, sociale et politique française est marquée par les conséquences d'une crise sans précédent du système capitaliste. Contrairement aux déclarations du gouvernement, les mois qui ont précédé l'élection ont été marqués par une amplification continue de cette crise. L'explosion du chômage, la destruction massive d'emplois industriels et d'emplois publics, comme la très grave crise monétaire et financière qui secoue la zone euro, en sont, entre autres, des manifestations éloquentes. Des dizaines de millions de personnes, en France et en Europe, souffrent très gravement d'une brutale dégradation de leurs conditions de vie et de leurs perspectives d'avenir.

Face à cette crise et aux réponses du gouvernement, notre pays connaît depuis le début de l'année 2009 des mouvements sociaux continus, très importants et très divers, comme vient encore de le montrer la journée du 23 mars.

Au fil des mois, cette double situation, amplification de la crise et des résistances sociales, a nourri un rejet, aujourd'hui très profond, de la politique menée par Nicolas Sarkozy, son gouvernement et la majorité UMP.

En juin dernier, lors des élections européennes, ce climat avait pourtant débouché sur une situation politique encore très contrastée. Dans un contexte marqué par le progrès des droites, voire de droites extrêmes, à l'échelle de l'Europe, l'UMP avait réussi à obtenir, dans un contexte de défiance déjà massive à l'égard de la politique gouvernementale, un succès relatif. Le parti présidentiel arrivait largement en tête, avec des scores faibles du Front national ; un recul déjà significatif du Modem ; et, à gauche, une très sévère défaite du Parti socialiste. Le score historiquement élevé d'Europe Écologie pour une formation de ce type brouillait les cartes ; tandis que seule l'émergence du Front de gauche ouvrait une piste prometteuse.

La droite, décidée à poursuivre sa politique avec acharnement, espérait donc pouvoir rebondir, et reprendre l'offensive à la faveur des élections régionales. Elle affichait trois objectifs pour ces élections : conforter pour l'UMP la place de numéro un des partis politiques ; reconquérir des régions significatives ; relancer sur ces bases la seconde partie du mandat présidentiel.

Pour poursuivre son remodelage de la société française, elle comptait aussi sur une amplification de la crise à gauche. La défaite du Parti socialiste rendait de plus en plus forte la tentation d'utiliser le scrutin régional pour recomposer un bloc politique au centre dans un nouveau système d'alliance excluant de fait notre parti et marginalisant la démarche initiée avec le Front de gauche.

Pour notre part, nous nous fixions dans ces conditions des objectifs clairement définis dans notre offre nationale d'octobre dernier : battre la droite dans toutes les régions ; mettre en échec les tentations d'alliance avec le Modem et construire des majorités le plus possible ancrées à gauche ; élargir pour cela le Front de gauche et renforcer le nombre d'élus communistes, d'élus issus de ce rassemblement. C'est à l'aune de tout cela qu'il convient d'apprécier aujourd'hui les résultats.

2. Les résultats des élections régionales

De l'angoisse et de la colère au rejet

L'acharnement de la droite, qui comptait, en ignorant les protestations grandissantes contre sa politique, user sur la durée des résistances à cette politique, n'a pas atteint le résultat escompté. Tout au contraire, devant son autoritarisme, elle s'est trouvée confrontée au fil des mois à une colère grandissante contre sa politique : levée de boucliers contre les suppressions de postes dans la fonction publique, colère contre les licenciements, contestation des réformes du lycée et de l'hôpital, impopularité de la taxe carbone, critiques émises par des élus de tout bord sur la suppression de la taxe professionnelle ou sur la réforme des collectivités, ampleur de la colère autour de l'opération de l'EPAD... ce ras-le-bol n'a cessé de s'amplifier jusqu'au vote de dimanche dernier.

Plus le temps a passé, plus la crise a agi comme un véritable révélateur de l'échec de la politique gouvernementale : la majorité annonce un recul du chômage, mais plusieurs dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires sont annoncés chaque mois ; Nicolas Sarkozy annonce au G20 de Pittsburg la moralisation du capitalisme financier et la fin des super-bonus aux traders, mais BNP Paribas leur verse un milliard d'euros ; Jean-Louis Borloo vante le Grenelle de l'environnement, mais Copenhague est un échec flagrant ; le ministre de l'Industrie se fait le pourfendeur des délocalisations, mais le groupe Philips propose aux salariés de son usine de Dreux un reclassement en Hongrie pour 450 euros par mois... En somme, tout devait changer mais rien ne change et tout empire.

Au bout du compte, c'est un véritable rejet, massif et populaire, qui s'est installé dans le pays et qui vient de s'exprimer dans les urnes ou dans l'abstention.

Une cinglante défaite de la droite et de Nicolas Sarkozy

C'est le premier fait marquant des résultats : l'UMP est en échec sur tous ses objectifs. Avec 26,02 % des voix, la droite présidentielle réalise son plus mauvais score sous la Ve République. Comparée à l'ampleur de la victoire présidentielle de 2007, il y a à peine trois ans, la chute est vertigineuse. L'UMP n'est plus la première force politique du pays ; et si elle gagne La Réunion, grâce au maintien scandaleux des socialistes contre notre camarade Paul Vergès, et la Guyane, elle ne parvient à reconquérir aucune des régions métropolitaines. Et elle perd la Corse, dont notre camarade Dominique Bucchini préside désormais l'Assemblée régionale !

Après un déni de son échec au premier tour, elle a dû reconnaître sa cinglante défaite à l'issue du second tour. A droite, la stratégie présidentielle est désormais ouvertement contestée. Nicolas Sarkozy tente déjà de reprendre la main, mais il est cette fois manifestement sonné par l'ampleur de la sanction. C'est un fait nouveau essentiel.

Une abstention record, signe d'une défiance plus globale

Le second fait marquant est évidemment l'abstention. Au premier tour, 53,67,% des inscrits, soit plus de 23 millions d'électeurs, ne sont pas allés voter. C'est une progression de plus de 40,% par rapport au premier tour de 2004. Dans certaines villes, la barre des 70,% est franchie. Au second tour, avec 48,78,% des inscrits, l'abstention reste très élevée. Et selon TNS Sofres, 58,% des femmes se sont abstenues, 72,% des jeunes de 18 à 34 ans et 69,% des ouvriers. Ces records pour un scrutin régional sont alarmants.

La droite a tenté d'en tirer argument pour contester la signification du vote. En vérité, c'est un signe de condamnation de plus pour la politique gouvernementale, qui nourrit le désespoir des catégories populaires de notre pays qui voient s'éloigner les perspectives d'amélioration de leur quotidien.

Ceci dit, soyons conscients qu'un tel niveau d'abstention traduit une défiance plus globale à l'égard de l'action politique et une insatisfaction persistante en matière d'alternative politique à gauche. En ce sens, elle porte elle aussi un message politique. C'est un phénomène d'ampleur qui fragilise l'ensemble des résultats, y compris ceux obtenus par les formations et coalitions de gauche. Il ne peut se réduire ni à une abstention sanction d'une partie de l'électorat de droite vis-à-vis de Sarkozy, ni à une désaffection particulière des intermittents du vote pour les régionales. Le sondage CSA effectué à la sortie des urnes au second tour indique qu'à 35 % les abstentionnistes expriment leur « *mécontentement sur la manière dont vont les choses en France* » et à 34 % leur conviction que le résultat de l'élection « *ne changera pas grand-chose à leur vie quotidienne* ». L'abstention massive est donc l'expression d'un doute profond dans la capacité de la politique et des organisations qui l'incarnent, à être porteuse de sens et à être capable d'agir efficacement sur le réel.

Un tel niveau d'abstention est aussi le résultat du présidentialisme qui mine la démocratie, délégitime gravement les autres échéances électorales, l'action des élus et des partis, ainsi que la portée de l'intervention citoyenne et du suffrage universel lui-même. Remarquons que les deux votes dans lesquels les Français se sont le plus investis, à savoir le référendum de 2005 et l'élection présidentielle de 2007, n'ont en rien tenu leurs promesses. Le vote sur le traité constitutionnel européen a été proprement bafoué. Quant à la présidentielle, ayons en tête que 75 % des électeurs avaient alors porté leurs suffrages sur Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal ou François Bayrou au premier tour... Trois ans après, quel champ de ruines politiques ! Mais du coup, quel champ de ruines dans les têtes !

Le retour du Front national

Le FN prospère à nouveau sur ce champ de ruines et de déceptions. A 6,34 %, on aurait pu le croire évincé lors des dernières élections européennes. En se maintenant au second tour dans 12 régions, il fait pourtant son retour à l'occasion de ces élections régionales. Dans 5 régions, il réussit même à améliorer son score de 2004. La famille Le Pen peut remercier messieurs Besson et Sarkozy qui ont largement contribué à ce résultat, en attisant les divisions sur les thèmes de l'immigration, de la sécurité et de l'identité nationale, tandis que le FN s'employait à surfer sur le désastre de la crise et des inquiétudes sociales. De ce point de vue, et pour une part, la remontée du vote FN obéit aux mêmes ressorts de défiance que l'abstention.

Une importante poussée et un nouveau paysage à gauche

Même si le record d'abstention relativise les résultats comme je viens de le souligner, il n'en reste pas moins que le troisième fait politique marquant est l'ampleur de la poussée à gauche. Elle obtient au second tour, avec 54,05 %, son meilleur score depuis les législatives de 1981. Ce score est la résultante de trois forces.

- Le résultat des listes conduites par le PS qui est au-delà de ses espérances puisque non seulement il est très largement en tête de la gauche mais il devient la première force politique du pays avec 29,54 % des voix.

- Le résultat des listes Europe Écologie qui ne conquiert pas de régions comme il en avait rêvé un temps, mais s'ancre comme la deuxième force à gauche avec 12,18 % des voix, en recul d'environ quatre points par rapport aux européennes. Il conquiert une partie conséquente de l'électorat Modem, qui cette fois s'effondre nationalement. Un écroulement qui est évidemment une donnée nouvelle pour l'avenir du débat à gauche.

- Le résultat des listes du Front de gauche qui avec 6,95 % sur 17 régions réussit à ancrer notre rassemblement comme la troisième composante politique à gauche. Nos résultats valident de ce point de vue pleinement le pari politique que nous avons fait dans ces régions.

Pour compléter ce tableau, notons l'échec électoral et politique du NPA par rapport à ses objectifs fondateurs : dans aucune des régions où il s'est présenté, il ne dépasse les 5 % et son leader, Olivier Besancenot, n'a fait que 3 % en Île-de-France, là où certains le présentaient comme au coude à coude avec notre liste qui, elle, réalise 6,55 %.

Les résultats du Front de gauche

Dans cette situation totalement différente de l'élection européenne, cette fois dans le cadre d'une poussée très forte du PS, nous sommes au total en progression de 0,48 point et 184 804 voix par rapport aux élections européennes. C'est également le cas par rapport aux élections régionales de 2004 : si l'on rapporte notre résultat à celui obtenu par le PCF dans les sept régions où nous n'avions pas fait l'union avec le PS au 1er tour (exception faite de la Picardie), nous progressons de 0,22 points.

Le choix des listes Front de gauche a suscité, comme vous le savez, beaucoup de débats parmi nos adhérents, qui l'ont finalement adopté dans une grande majorité de régions. Il comportait une part de risque politique. Les inégalités de résultats doivent être examinés, mais le pari est globalement réussi. Je veux également saluer le travail accompli par les militants communistes pour faire valoir nos propositions dans les régions où nos adhérents avaient démocratiquement choisi les listes d'union avec le PS. Tous les militants et militantes qui se sont dépensés sans compter ces derniers mois pour atteindre ces résultats doivent être félicités.

Je veux en particulier saluer les quatre régions où les listes du Front de gauche conduites par des têtes de listes communistes dépassent la barre des 10 % : l'Auvergne avec André Chassaigne qui réalise 14,24 %, le Limousin avec Christian Audoin qui réalise 13,13 % au 1er tour et réussit un formidable 19,1 % au second tour, le Nord-Pas-de-Calais avec Alain Bocquet qui atteint 10,78 %, et la Corse avec Dominique Bucchini qui, avec 10,02 % devient président de l'Assemblée de Corse ! Notons également les résultats en progrès sur les européennes en Haute-Normandie avec Sébastien Jumel, dans le Centre avec Marie-France Beaufiles, ou encore en Île de France ou en Rhône-Alpes.

D'une manière générale, nos résultats montrent partout l'ancrage, voire le progrès, d'un vote Front de gauche après les élections européennes, qui apparaît comme très déterminé. Les sondages montrent que le vote Front de gauche est un vote motivé essentiellement par l'attachement à un parti (37 %) et à un projet (29 %). Dans l'étude de l'IFOP publiée hier par *l'Humanité*, Jérôme Fourquet estime qu'« on retrouve dans la géographie du vote Front de gauche bon nombre de zones de forces historiques du Parti communiste dynamisées par cette démarche unitaire et la personnalité

de certaines têtes de liste ». Il estime en conclusion de l'étude qu'« en dépit des péripéties locales, le Front de gauche confirme son existence dans le paysage électoral français et s'impose comme le principal courant à la gauche du PS ».

Dans le séisme politique que constituent les mouvements actuels à gauche, dans un contexte de forte poussée socialiste, ce résultat montre donc la bonne tenue de notre rassemblement, ce qui était loin d'être une évidence lorsque nous avons arrêté notre choix stratégique. Ce score permet d'ancrer d'une double façon le Front de gauche dans le paysage politique : comme rassemblement combatif ayant permis la sanction de la droite au pouvoir et comme composante dynamique nouvelle ayant contribué à la victoire de la gauche. Avec l'effondrement du Modem, ce score nous permet aussi d'éviter pour l'instant l'écueil d'une recomposition au centre. Nous sommes aujourd'hui l'une des trois composantes indispensables à toute victoire de la gauche. C'est un résultat essentiel pour la suite des échéances politiques.

Nous restons lucides : la démarche du Front de gauche marque des points, elle apparaît prometteuse et en dynamique, ce qui est essentiel quand tant de gens cherchent la voie d'un nouvel espoir politique. Il y a déjà beaucoup à capitaliser et à faire fructifier. Mais nous ne réussissons pas encore à faire décoller cette dynamique politique comme nous le souhaiterions. Nous ne cristallisons pour le moment qu'une partie très politisée de la société. De nombreux acteurs des mouvements sociaux ne sont pas encore appropriés notre démarche. Nous sommes loin de réussir à enrayer l'abstention avec un réel ancrage populaire de notre rassemblement. Je reviendrais sur les exigences nouvelles que supposent l'amplification réussie de cette stratégie.

Un mot encore sur notre résultat en termes d'élus. Nous obtenons 97 élus dans 11 régions avec les listes du Front de gauche, dont 66 élus communistes. Nous n'avons toujours pas d'élus en Alsace et en Franche-Comté, et nous perdons ceux que nous avions en Poitou-Charentes, où nous ratons de peu la barre des 5s%, en Picardie, où le PS a refusé la fusion malgré nos 5,35s%, en Languedoc-Roussillon où, malgré un très bon 8,59s%, notre refus courageux de fusionner avec la liste Frèche nous a éliminés du second tour ainsi que les listes de la socialiste d'Hélène Mandroux et du Vert Jean-Louis Roumégas.

Nous obtenons 29 élus communistes dans six régions où nous étions présents dès le premier tour sur des listes d'union avec le PS (dont les Pays-de-la-Loire où des communistes étaient présents sur deux listes). Au total, nous avons aujourd'hui 95 élus communistes dans 17 régions. Nous en avions 178 dans 19 régions, soit une perte de 83 élus. Les causes de ces résultats sont multiples : il faut d'abord prendre en compte la place faites à nos partenaires (31 élus en tout) ; ensuite 24 élus sont perdus dans les trois régions citées ; enfin, les rapports de forces issus du premier tour et les difficiles négociations de l'entre-deux-tours expliquent le reste de ce recul. Cela vaut de ce point de vue pour les régions en union PS (- 9 élus) comme dans les autres (- 19).

Je veux à ce sujet remercier tous les camarades qui ont participé aux négociations locales et nationale : toutes ont été très difficiles avec des propositions du Parti socialiste et d'Europe Écologie ne respectant pas partout, loin s'en faut, notre score du premier tour. Ces négociations ont parfois conduit à des choix humains difficiles, en nous imposant compte tenu du mode de scrutin des inversions de candidatures, voire des retraits de candidatures que nous ne souhaitions pas. Il nous importe collectivement de veiller aujourd'hui à chacune et chacun des camarades concernés. Je veux également saluer nos camarades sortants qui ne sont pas réélus et qui ont accompli un important travail dans le mandat écoulé. Ils sauront trouver, j'en suis certain, une place nouvelle dans le travail militant. Veillons à tous les niveaux à continuer d'utiliser leur riche expérience.

Je veux dire pour terminer sur ce point que nous ne pouvons banaliser cette perte d'élus. Ce n'est pas à nos yeux le « prix à payer » pour notre stratégie. Nous avons aussi besoin, pour créer les rapports de forces nécessaires, de beaucoup plus d'élus. Cela marque une des limites du rassemblement que

nous avons pour le moment réussi à construire. Le poids de nos élus dans les résultats obtenus montre d'ailleurs, s'il en était besoin, l'importance de leur action politique pour réussir les rassemblements nécessaires.

Nous proposons d'ailleurs de tenir dans le trimestre qui vient une réunion de travail avec les 95 élus communistes régionaux pour discuter de la conception de notre bataille politique dans les régions.

3. La situation politique au lendemain des élections régionales

Une crise qui va s'amplifier

Dans quelle situation politique nous trouvons-nous au lendemain de ces élections régionales ? D'abord et avant tout dans un contexte d'amplification prévisible et dramatique de la crise capitaliste.

L'affichage gouvernemental ne résiste pas à l'épreuve des faits. Nicolas Sarkozy et son gouvernement mentent aux Français, même s'il a dû accuser le coup dans sa déclaration de mercredi. Pour la première fois, il reconnaît que les résultats promis ne sont pas là, mais il dédouane aussitôt sa politique, accuse la crise d'en retarder les bénéfices et justifie à nouveau son refus de changer de cap.

En vérité, tout est fait pour faire payer la crise du capital aux travailleurs. Les logiques de rentabilité et de mise en concurrence qui se poursuivent, d'écrasement des salaires et des dépenses publiques, mettent des millions de salariés et leurs familles en situation de rupture. L'aggravation en cours de la précarité et de la pauvreté est totalement sous-estimée. Le seuil d'alerte est partout atteint : chômage, emploi industriel, salaires, logement, hôpitaux, éducation, services publics... des millions de gens ne s'en sortent plus, la société craque à tous les étages. La situation des finances publiques est alarmante et le gouvernement maintient le cap d'exonérations fiscales pour le capital à tout-va.

La crise de la zone euro est majeure, et elle signe l'échec d'une construction monétaire et financière au service des marchés financiers, avec la BCE au centre, que nous ne cessons de dénoncer. L'accord signé hier qui ne concerne pas que la Grèce et fait entrer le FMI dans le jeu européen est très grave. Cette crise fait plus que jamais de la refondation de la construction européenne un enjeu politique majeur.

C'est d'ailleurs dans tous les domaines, de la vie quotidienne comme de la vie des collectivités locales et du pays, qu'une question simple va se poser dans les prochains mois. Cette question, ce n'est pas comme on nous le serine tous les jours à la télé : « faut-il ou non poursuivre les réformes ? » Cette question, c'est tout simplement : « faut-il ou non poursuivre des politiques, en France, en Europe, dans les entreprises, qui nous enfoncent dans la crise et la misère ? » L'enjeu sera de plus en plus là : à nous de démontrer que l'amplification de la crise appelle d'urgence un changement de cap dans tous les domaines, et que ce changement de cap est possible.

Une droite en difficulté qui ne veut pas reculer

Or, la période qui s'annonce va être celle d'une intensification de l'affrontement de classe autour de cet enjeu. L'intervention de Nicolas Sarkozy mercredi dernier est claire : pas de changement de cap. Dès le lendemain de l'élection, l'éditorial d'Etienne Mougeotte dans *le Figaro* énonçait la stratégie de l'Elysée. Cet éditorial permet un décryptage efficace. Je le cite. Pour lui, la feuille de route de l'exécutif est « *simple et limpide* » pour réorienter la stratégie et le projet de la majorité. Il s'agit d'abord de « *compenser l'ouverture à gauche par l'ouverture à toutes les sensibilités de la majorité* ». C'est fait avec le remaniement ministériel. Ensuite, je cite encore, « *recentrer les réformes sur l'essentiel : retraite, dépendance, refonte des collectivités. Saisir à bras-le-corps le*

problème de la dette et des déficits par une chasse impitoyable aux dépenses publiques improductives. Rétablir la compétitivité des entreprises par la baisse des charges en plus de la suppression heureuse de la Taxe professionnelle. » Là aussi, tout est clair avec la nomination d'Eric Woerth, le père de la RGPP et de la suppression de la TP, pour piloter la réforme des retraites. On continue, on en rajoute encore et contrairement à ce que se dit Sarkozy, on passe bel et bien en force dans les six mois. Enfin, « *durcir la politique d'immigration et la répression contre les sans-papiers. Renforcer la politique de sécurité en s'attaquant d'avantage aux vrais délinquants qu'aux automobilistes matraqués pour des fautes vénielles.* » Nicolas Sarkozy a déjà traduit : suppression des allocations familiales pour absentéisme scolaire, enfermement des enfants récalcitrants, loi sur la burqa. « *Vaste programme* », conclut l'éditorialiste. Merci, on avait compris.

Ceci dit, si la feuille de route semble acquise pour l'Elysée, il y a loin de la coupe aux lèvres. Quoi qu'en dise le gouvernement, sa défaite lors des régionales et le score très élevé de la gauche, la division de la majorité présidentielle, le niveau de rejet de Nicolas Sarkozy et de sa politique et la persistance du mouvement social limitent ses marges de manœuvre. Il nous faut donc tout de suite prendre l'initiative politique. J'y reviendrai tout à l'heure.

Le défi de l'alternative à gauche reste entier

Avant d'en venir aux initiatives que nous pourrions prendre dans cette situation nouvelle, un mot sur l'état des lieux à gauche.

Sans nul doute, et c'est très important, les résultats de dimanche dernier sont une bouffée d'oxygène pour des millions de nos concitoyens. L'ambiance des manifestations du 23 mars en témoignait. C'est essentiel. Les résultats de la gauche font pour une part renaître un espoir et les bons résultats du Front de gauche y contribuent sans conteste. Ce climat peut conforter la combativité politique et sociale sans laquelle rien n'est possible face à la droite au pouvoir.

En même temps, à regarder de près projets et stratégies des différentes forces, à prendre la mesure de l'abstention et de la défiance populaire qu'elle exprime, tout montre que le défi de la construction d'une alternative reste entier.

Les forces de gauche ne parviennent pas pour le moment à mobiliser l'électorat populaire. Sans doute parce qu'elles n'incarnent pas de rupture identifiable sur un projet et des pratiques, autrement dit parce qu'elles ne représentent pas une garantie suffisante de changement. Le « rebond » de la gauche reste pour cette raison très fragile. Et les doutes, les questions très nombreux.

A peine relancé par ses résultats, le Parti socialiste est déjà rattrapé par ses tentations d'hégémonie. Il voudrait déjà conclure à une lune de miel de toute « la gauche solidaire », autour du PS bien entendu, et jusqu'en 2012. Mais sans remise en cause de fond. Or, les retraites ou l'Europe montrent l'urgence du débat, s'il en était besoin.

Le PS annonce son calendrier : il a décidé d'organiser quatre conventions d'ici à la fin de l'année : « *le modèle de développement* » en avril, « *la rénovation* » en juillet, « *l'international* » en octobre et « *l'égalité réelle* » en décembre ; puis ce sera le temps des primaires pour s'accorder sur un candidat avant juin 2011. Or, pour l'instant, si le PS s'emploie à ré-ancrer son discours à gauche, il ne bouge pas dans les faits d'un iota son orientation politique. Sans parler de la guerre des présidentiables qui ne demande qu'à repartir.

A côté du Parti socialiste, l'installation d'Europe Écologie à ces élections régionales change les rapports de force à gauche. Le projet est d'en faire le partenaire privilégié du PS. Au lendemain de l'élection régionale, le socialiste Jean-Christophe Cambadélis disait à ce sujet : « *Nous sommes passés d'un axe PS-PCF ouvert aux écologistes à un axe PS-écologistes ouvert au PCF.* » Et si le

Modem a très clairement disparu de l'échiquier politique, c'est maintenant au sein même d'Europe Écologie que se construit une nouvelle tentative de recomposition politique. L'appel du 22 mars de Daniel Cohn-Bendit tente très habilement de capitaliser sur la prise de distance grandissante des citoyens avec les partis politiques pour prôner la construction d'une « *Coopérative politique* » transpartisane. Il appelle à la constitution immédiate de collectifs locaux sur une base régionale ou locale pour définir les contours, la structure et la stratégie de cette coopérative. Mais dans ce rassemblement, comme au PS, rien n'est dit sur les ruptures à opérer en terme de contenu politique. Les enjeux majeurs de la crise capitaliste sont évacués.

Une nouvelle phase pour le Front de gauche

Ainsi, si nous en restions là, si le paysage politique entretenait les équilibres actuels, si notre démarche de rassemblement sur un nouveau projet politique ne prenait pas un élan nouveau, le risque serait sérieux de voir les besoins, les attentes, les potentiels de changement buter durablement sur les insuffisances des réponses politiques à gauche.

Il faut donc mettre au cœur de la période qui s'annonce deux défis majeurs indissociables : le besoin de ripostes d'ampleur aux nouvelles attaques de la droite qui s'annoncent, et la construction des conditions d'une alternative politique à ce pouvoir. Ripostes et alternative, les unes comme l'autre à vocation majoritaire.

C'est à cela qu'il convient de s'attaquer, en faisant désormais entrer notre stratégie de Front de gauche dans une nouvelle phase, une nouvelle étape de son développement, quantitativement et qualitativement supérieure.

Je dis bien « nouvelle phase ». Il ne s'agit pas seulement de poursuivre le Front en l'élargissant comme nous l'avons dit et tenté de le faire, plutôt avec succès d'ailleurs, après l'élection européenne.

Dans un contexte de crise aggravée du capitalisme, avec la droite au pouvoir, il nous faut construire un Front de gauche d'une nouvelle dimension, un Front social et intellectuel d'actions et de projets, un Front populaire pour une alternative à gauche, qui permette de riposter aux projets sarkozystes de la deuxième moitié du quinquennat, de construire un projet politique alternatif en rupture avec ces politiques, de porter le plus loin possible ce projet dans les échéances électorales qui s'annoncent.

II. Comment franchir cette nouvelle étape ? Quelles initiatives politiques ?

1. Le besoin d'une évaluation partagée

Depuis notre dernier congrès, qui avait pris l'initiative de cette stratégie de fronts unitaires, nous avons accumulé beaucoup d'expériences : celle du Front de gauche pour changer d'Europe menée au cœur d'une intense période de mobilisations sociales ; celle des ateliers du projet menés de manière trop brève à l'automne ; celle des élections régionales.

Nous avons sans cesse été à l'initiative. Le moment est venu d'une évaluation partagée et largement débattue pour réussir à franchir de nouvelles étapes. Nos choix de congrès qui nous engagent jusqu'au prochain congrès ordinaire du Parti en 2011 sont, je crois, largement validés.

Mais leur mise en œuvre fait débat, et c'est normal. Mettre en œuvre une stratégie politique en plein chaos politique et social, ce n'est pas emprunter une autoroute en pilotage automatique. Nous

marquons des points, et le moins négligeable n'est pas d'avoir réinstallé dans le paysage politique un nouveau chemin d'espoir à gauche.

Les limites sont toutefois nombreuses et réelles. Front populaire ? Front social intellectuel, front d'actions et de projets ? Comment réellement changer d'échelle ? Comment capitaliser et faire fructifier les acquis accumulés ?

Des questions essentielles à nos yeux continuent aussi de faire débat parmi les forces engagées dans le Front de gauche lui-même. Le rapport à la gauche, l'ambition majoritaire, la place des acteurs du mouvement social dans notre démarche...

A ce propos, je veux redire ici avec clarté que notre ambition politique est clairement la constitution de majorités politiques de gauche autour de projets réellement transformateurs. Avec le Front de gauche, nous voulons donner des chances réelles à une alternative politique transformatrice. A l'heure où la possibilité ou l'échec d'une alternative à Sarkozy va travailler toutes les consciences, il serait fou de laisser cette ambition en chemin. Nous savons l'exigence d'une telle ambition, mais nous ne voulons pas jouer à la marge, tandis que des recompositions entre le PS et Europe Ecologie ou d'autres recompositions occuperaient tout l'espace. Notre travail de rassemblement sur des contenus de changement réel pour notre peuple doit embrasser tout le champ de la gauche, doit s'adresser à toutes celles et ceux qui peuvent se reconnaître dans nos objectifs. Notre conception du Front de gauche doit continuer d'être débattue pour mieux affronter tous ces défis.

Dans notre parti aussi le débat doit se poursuivre. Les situations régionales ont été diverses. Des positions se sont figées, voire durement affrontées. L'heure n'est sûrement pas à la cristallisation de ces positions, mais à leur dépassement, car tous ces débats renvoient à de vraies difficultés politiques pour donner sa pleine mesure au déploiement de notre ambition de rassemblement.

La nouvelle étape qui nous attend doit être, j'y insiste, construite avec tous les communistes, quels qu'aient été leurs choix dans la dernière période. Le débat nécessaire fera notre unité, et donc notre force.

2. Déjouer le piège du présidentielisme

Il importe également de prendre la mesure du piège qui nous est tendu dans la perspective présidentielle. Bien entendu, il convient de préparer cette échéance essentielle, mais rien n'oblige à le faire en se coulant dans le moule dominant.

Tout est déjà fait pour étouffer le débat politique dans le double étau de la bipolarisation et de la personnalisation présidentielle. Un jeu taillé sur mesure pour l'UMP et le PS.

La droite va chercher à se redresser et probablement à diversifier son dispositif pour permettre sa réélection. Au PS, certains cherchent déjà à s'appuyer sur un axe PS-Europe Ecologie pour imposer le candidat issu de leurs primaires. Dans un cas comme dans l'autre, la grande caractéristique de ce travail de sélection des candidats est qu'il cherche à minimiser les enjeux de projets, le défi des ruptures nécessaires. Ne mésestimons pas cette mécanique redoutable qui va s'adosser d'ici à 2012 à une aspiration grandissante à l'unité pour se débarrasser de Nicolas Sarkozy.

Ne perdons pas de vue non plus l'exigence d'un projet solidement ancré à gauche qui travaille notre peuple. Serons-nous capables de faire s'exprimer cette exigence ? Serons-nous capables d'unir les forces capables de la porter ? Toute la question est là. Prendre des raccourcis avec cette exigence, c'est se priver de la possibilité de briser l'étau de la bipolarisation présidentielle. L'heure n'est pas à la désignation d'une candidature, mais à l'initiative pour faire grandir une exigence de projet véritable.

Donner toutes ses chances à la démarche du Front de gauche de se déployer à l'échelle nécessaire dans la prochaine période, c'est en faire un front social, intellectuel et populaire, à l'initiative dans l'action et le projet.

3. Des fronts d'actions et de projets pour les retraites, les services publics, les libertés...

Une bataille majeure s'engage. Nicolas Sarkozy veut, quoi qu'il en dise, passer en force sur les retraites. Son objectif est de remettre en cause tout droit réel au départ en retraite à 60 ans, c'est-à-dire toute possibilité de partir en retraite à 60 ans avec les moyens de vivre.

C'est un choix de société et même de civilisation. La thèse patronale est simple. Si l'on vit plus, il faut travailler plus. Nous concevons autrement la vie au XXI^e siècle. Oui, on peut imaginer de se former jusqu'à vingt ans, de travailler jusqu'à soixante et de profiter ensuite de vingt années d'une autre vie sociale, sur un autre rythme que le travail quotidien. Nous pensons que le travail crée suffisamment de richesses pour financer cela, mais c'est un choix de société solidaire entre générations qu'il convient de faire pour cela. On veut nous priver de ce débat.

Et bien lançons la bataille en grand, à l'égal de ce que nous avons fait avec le traité constitutionnel européen. *L'Humanité* sortira vers le 20 avril un hors-série spécial sur les retraites. Il peut être un outil précieux. Organisons sa diffusion massive. Menons un travail d'information, de débat, ouvrons les dossiers avec les citoyens, les salariés, mobilisons, partout créons des comités, organisons des débats publics dans toutes les communes, tous les quartiers, toutes les entreprises. Unissons les forces sociales, politiques, déployons les cadres unitaires qui commencent à se mettre en place. Faisons du Front de gauche un front d'actions, d'idées et de propositions, un outil utile et rassembleur au combat de toute la société pour la retraite à 60 ans. Et élargissons ce combat jusqu'à le gagner. Nicolas Sarkozy dit qu'il ne passera pas en force. Créons la situation qui rendra réellement impossible ce passage en force, en montrant dans toute la force d'une société qui, unie, peut dire non à son projet.

Je vous propose que nous décidions d'engager toutes nos forces dans les semaines et les mois qui viennent dans cette bataille en en faisant une campagne d'action et de rassemblement prioritaire de notre activité.

De la même manière, et dans le même esprit de rassemblement, investissons les Etats généraux des services publics dont nous sommes signataires comme parti. Apportons aussi notre pierre à la campagne pour les droits et libertés lancé par la Ligue des droits de l'homme. Amplifions la bataille engagée contre la réforme des collectivités locales que Nicolas Sarkozy continue d'ailleurs de vouloir imposer, même à une partie de sa majorité.

Ne devrions-nous pas également réfléchir aux moyens de lancer une campagne d'action d'ampleur dans la durée sur la question des salaires, du pouvoir d'achat, des chômeurs en fin de droits ? Des millions de gens ne peuvent plus vivre, alors que les profits et les dividendes aux actionnaires sont repartis de plus belle, c'est intolérable ! Agissons et rassemblons ! Nous devons viser là aussi la construction d'un front social de grande ampleur. Pour le droit de vivre, tout simplement !

Et dans toutes ces batailles, construisons du projet, des idées, des repères pour une grande politique de gauche alternative à la droite. Rendons incontournables avec des millions de nos concitoyens les grandes réformes, les projets de rupture que devrait conduire une majorité de gauche pour vraiment changer la vie.

La bataille de 2012, contre la droite mais aussi dans le débat à gauche, se gagnera aussi et d'abord sur le terrain du projet. Dans l'année qui vient, soyons à l'initiative, nous et le Front de gauche, de

conventions, d'assises, de tous autres événements à imaginer qui fassent événement dans la construction de ce projet. Nous avons jusqu'à l'été pour en concevoir les contours, les partenaires, la démarche. De premiers grands rendez-vous pourraient avoir lieu à l'automne 2010.

4. De nouveaux acteurs dans le Front de gauche

Comment élargir encore et toujours le Front de gauche ? L'expérience le montre, la question ne peut être seulement affaire d'organisations. Des centaines d'acteurs du mouvement social, de syndicalistes, d'intellectuels, de militants de quartiers ont rejoint ou s'intéressent à notre démarche. Mais peuvent-ils en être réellement partie prenante ? Nous devons en créer les conditions. Discutons avec elles et eux de la manière dont ils envisageraient leur investissement. Créons avec eux et elles ce qui doit l'être pour y parvenir. Et lançons-leur cet appel : Pourquoi le Front de gauche ne deviendrait-il pas aussi votre affaire ? Tout est à imaginer. Alors justement, libérons les imaginations et les initiatives.

5. Le chantier des transformations du Parti

Voilà, chers camarades, largement de quoi faire. Mais comment y parvenir, me direz-vous ? A l'évidence, il convient pour cela de mettre en œuvre maintenant de manière plus active l'autre chantier de notre congrès, la dynamisation et les transformations de notre propre parti.

Les transformations, nous y sommes d'une certaine manière engagés avec les travaux pratiques de la mise en œuvre de notre démarche de rassemblement. Là aussi, il est maintenant souhaitable et possible d'avancer. C'est le moment.

Nous avons besoin d'améliorer considérablement notre capacité à produire des idées nouvelles et des projets novateurs. Le potentiel existe pour cela, dans le parti et dans la société. Mais nous devons changer encore pour le mettre en mouvement.

Notre propre vie démocratique doit évoluer. Nous affirmons le besoin de parti, et toute la bataille qui vient de se dérouler en montre l'importance, en terme d'initiative politique comme en terme de mise en mouvement militante. Europe Ecologie veut d'ailleurs se structurer en parti parce que ses dirigeants en mesurent l'importance. Mais nous, nous opposons cette conviction forte à la nécessité de pousser l'effort conceptuel et pratique pour repousser les limites des formes politiques issues du XXe siècle. Nous avons beaucoup à innover et c'est possible.

La nécessité de ces transformations est, je crois, arrivée à maturité. Et nous ne pouvons que regretter à l'heure où nous les engageons que des camarades, avec Patrick Braouezec, aient décidé de nous quitter. Nous sommes décidés pour notre part à accélérer ce chantier, plus seulement dans les mots, mais dans les actes.

Je veux dire également à ce propos que des milliers de nos amis, des jeunes et des syndicalistes en particulier, qui viennent de mener le combat des régionales à nos côtés, peuvent aujourd'hui nous rejoindre et participer à ce travail avec nous. C'est le moment de leur proposer d'adhérer. Des milliers d'adhésions nouvelles sont possibles d'ici à l'été.

III. Un congrès d'étape les 18-19-20 juin

Pour toutes les raisons que je viens d'exposer, je vous propose donc, comme nous l'avions envisagé lors de notre dernier congrès, de confirmer la tenue d'un congrès d'étape à mi-parcours. Nous pourrions le convoquer pour les 18, 19 et 20 juin prochain.

Ce congrès, comme sa dénomination l'indique, n'aurait pas pour fonction de changer les orientations adoptées en décembre 2008. Celles-ci nous engagent jusqu'à notre prochain congrès. Il pourrait en revanche nous permettre d'approfondir leur mise en œuvre dans le sens de ce que je viens d'exposer.

Premièrement, en procédant à une évaluation partagée des acquis et des limites de nos orientations stratégiques et en prenant les initiatives politiques et d'action nécessaires pour poursuivre leur mise en œuvre.

Deuxièmement, en ouvrant la réflexion sur les échéances électorales à venir, les cantonales qui auront lieu en mars 2011 et pour lesquelles il nous faudra très rapidement caler nos décisions, les sénatoriales, puis la présidentielle et les législatives, pour lesquelles nos choix reviendront à notre congrès ordinaire de 2011.

Troisièmement, en adoptant une feuille de route concrète pour les transformations du Parti de manière à les mener à bien, conformément au mandat du précédent congrès d'ici le congrès de 2011. Nous pourrions également procéder à cette occasion au changement de secrétaire national, conformément au souhait déclaré de Marie-George lors de son élection en 2008 de passer la main à mi-mandat.

Ce mandat précis et limité du congrès d'étape en ferait ainsi un congrès utile, un congrès d'évaluation, d'initiative et d'action. Il montrerait un Parti en mouvement au moment où sa stratégie de front marque des points appréciés dans l'électorat de gauche. Il permettrait de capitaliser dans la société l'effort de renouvellement que nous avons entrepris.

Pour respecter l'esprit de ce congrès d'étape, nous pourrions simplifier le processus de préparation. Nous mettrions en débat deux plates-formes de débat ouvertes, que nous pourrions adopter lors d'un prochain Conseil national le 16 avril. La première de cette plate-forme rappellerait le sens de notre engagement communiste dans cette période cruciale de crise et mettrait en discussion l'évaluation de la mise en œuvre de notre stratégie de congrès et les nouvelles initiatives politiques qu'appelle la situation. La seconde mettrait en débat les transformations du Parti. Le congrès enrichirait ces plates-formes de débats qui serviraient en quelque sorte des documents d'étape pour la suite de la réflexion de tous les communistes.

Après une nouvelle année d'actions, notre congrès ordinaire pourrait se tenir en juin 2011, la date de décembre 2011 paraissant trop tardive au regard de l'échéance présidentielle.

Voilà, cher-e-s camarades, les réflexions que j'étais chargé de vous présenter. Je vous souhaite un débat riche et fructueux.